

PRÉFACE

par Jacques Delors et Enrico Letta

Depuis 2008, les dirigeants nationaux et européens sont confrontés à une gestion de crise au quotidien. Leurs efforts ont pu sauver et renforcer la zone euro et l'espace Schengen. Mais notre Union doit aussi poursuivre des objectifs à long terme et porter des messages positifs ouvrant de nouvelles frontières à l'intégration européenne. Il faut œuvrer à la construction d'un futur désirable pour tous les Européens. Comme nous le rappelons souvent, si l'Europe a besoin de pompiers, elle a aussi besoin d'architectes.

Or s'il est aujourd'hui un projet qui est porteur d'une vision positive de la construction européenne, c'est bien celui de la transition énergétique. L'énergie est au fondement de la puissance de nos nations et est un élément essentiel à tous les actes de notre vie quotidienne : le transport de la nourriture que nous mangeons, le chauffage des bâtiments où nous vivons, l'électricité qui alimente les télévisions, téléphones, ordinateurs que nous utilisons. Façonner notre modèle énergétique, c'est façonner le futur de nos sociétés. Si l'Europe des architectes prépare une Union de l'énergie démocratique, innovante, économiquement viable et socialement juste, elle aura su démontrer qu'elle contribue concrètement à la construction d'une Europe au service des citoyens et qu'elle montre la voie au reste du monde. Si nous échouons dans ce projet, les architectes devront laisser la place aux pompiers qui s'épuiseront à éteindre les incendies provoqués par nos erreurs passées : réfugiés climatiques, dépendance à la Russie et à l'Arabie Saoudite, aggravation de la pauvreté énergétique, faillite des fournisseurs d'énergie qui n'auront pas su adapter leur stratégie.

L'Union de l'énergie, que nous appelons de nos vœux depuis 2010¹ et qui est aujourd'hui pleinement portée par le Président Juncker, est un projet ambitieux

1. Delors Jacques, Buzek Jerzy, « Vers une Communauté européenne de l'énergie », Institut Jacques Delors, 9 mai 2010 ; Andoura Sami, Hancher Leigh, Van der Woude Marc, « Vers une Communauté européenne de l'énergie : un projet politique », Études & Rapports n°67, Institut Jacques Delors, mars 2010 ; Andoura Sami, Vinois Jean-Arnold, « De la Communauté européenne de l'énergie à l'Union de l'énergie - Une nouvelle proposition politique », Études & Rapports n°107, Institut Jacques Delors, janvier 2015

qui peut déjà s'appuyer sur les succès engrangés par l'Union européenne. En 2007, nous nous étions fixé trois objectifs chiffrés à atteindre d'ici 2020. Sur ces trois objectifs, ceux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de l'efficacité énergétique ont déjà été atteints ; et l'objectif de développement des énergies renouvelables est à notre portée.

De façon plus substantielle, la force de l'Europe dans la transition énergétique, c'est le dynamisme de millions de citoyens, de consommateurs, d'élus locaux, de chercheurs, d'innovateurs, d'entrepreneurs et de travailleurs, qui font chaque jour de la transition énergétique une réalité. Nos maires ont également pleinement conscience du potentiel de cette transition pour réduire la pollution de l'air, les problèmes d'embouteillage et éradiquer la pauvreté énergétique. Nos entreprises de l'énergie éolienne et de l'efficacité énergétique sont déjà des leaders mondiaux. Nous créons et fabriquons déjà les solutions énergétiques propres d'aujourd'hui et de demain.

L'Europe a tous les atouts pour réussir sa transition énergétique. Nous sommes les premiers dans le monde à l'avoir amorcée et avons ouvert la voie dans laquelle d'autres puissances mondiales, comme la Chine, s'engagent à travers l'Accord de Paris. Le retrait des États-Unis de cet Accord renforce d'autant plus le leadership européen et nous permet d'attirer en Europe les innovateurs et les investisseurs qui ont déjà compris l'opportunité que représente la transition énergétique.

Nos progrès sont immenses mais notre potentiel l'est encore davantage. Il faut maintenant les exploiter, les amplifier et les réaliser, au service d'une vision positive de long terme. Celle-ci a été clairement définie par la Commission européenne dans sa communication du 25 février 2015 et a été confirmée au plus haut niveau, par l'engagement de tous les États membres de l'Union européenne dans l'Accord de Paris. Cette vision positive de notre avenir énergétique est plébiscitée par les citoyens qui soutiennent la lutte contre le dérèglement climatique grâce à une politique énergétique européenne commune fondée sur la solidarité énergétique, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.

Ce rapport identifie clairement quatre objectifs qui peuvent contribuer à faire de l'Union de l'énergie un succès qui aidera à restaurer la confiance entre l'Europe et les Européens. Premièrement, la démocratie doit être au cœur de la gouvernance de l'Union de l'énergie. Cela passe par des mécanismes permettant une participation plus directe des citoyens, des élus locaux et de la société civile aux grands choix qui structurent les stratégies énergétiques nationales et européenne.

Deuxièmement, l'Europe doit mettre en place une véritable politique industrielle fondée sur l'innovation pour faire de nos entreprises les leaders mondiaux de l'énergie propre. Troisièmement, les arbitrages d'investissement public et privé doivent intégrer pleinement les objectifs de la transition énergétique. Quatrièmement, l'Union de l'énergie doit être au service d'une transition énergétique juste qui passe par un « Pacte Social pour la Transition Énergétique » qui veille à créer des emplois pour nos jeunes et éradiquer la pauvreté énergétique.

Les défis actuels de l'Union européenne sont vastes : forces centrifuges, nationalisme, dépendance envers des puissances étrangères, chômage élevé, euroscepticisme. Dans divers domaines (zone euro, défense), une nouvelle impulsion passera par une coopération renforcée entre un groupe d'États membres. Dans ce contexte, l'Union a d'autant plus besoin de projets où les Européens avancent à 27, comme sur les questions énergie-climat. Le plein succès de l'Union de l'énergie serait donc une démonstration magistrale de ce qu'une Europe unie peut apporter aux Européens.

C'est par une politique industrielle fondée sur l'innovation que nous pourrions montrer que la compétition stimule le progrès économique et social. C'est par une Union de l'énergie réellement démocratique et porteuse de réalisations concrètes que nous pourrions montrer que la coopération européenne renforce. C'est par un Pacte Social pour la Transition Énergétique que nous pourrions montrer que la solidarité européenne unit.

La Commission européenne a fait sa part du travail en mettant sur la table des propositions ambitieuses et qu'il convient d'améliorer. Nous aimerions que nos dirigeants nationaux et européens prennent conscience de l'importance stratégique de l'Union de l'énergie pour notre Europe, nos nations, notre mode de vie. À nous de prendre les décisions rendant tangibles les aspirations communes des citoyens européens : une politique énergétique européenne, commune aux 27, fondée sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, à même de fournir de l'énergie propre, sûre et à prix abordable à tous les Européens. L'absence de progrès sur la voie d'une Union de l'énergie coûterait très cher aux citoyens et à notre idéal d'une Europe démocratique, prospère, sociale, et unie dans la diversité.

Jacques Delors
Président fondateur de l'Institut Jacques Delors

et Enrico Letta
Président de l'Institut Jacques Delors